

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris – Tél : 01 48 01 88 20
E-mail : poi@fr.oleane.com – www.partiouvrierindependant-poi.fr

Au nom de notre santé ? Vraiment ?

Communiqué du POI du 1^{er} septembre 2020

Interdiction de tout rassemblement de plus de 5 000 personnes, rassemblement de plus de 10 personnes soumis à autorisation préalable, et obligation du port du masque dans la totalité de l'espace public, y compris dans la rue, dans de nombreuses villes de France, sous peine de 135 euros d'amende, avec une répression accrue et des pouvoirs spéciaux donnés au préfet. Telles sont les mesures annoncées par Jean Castex, Premier ministre, à la suite du dernier « conseil de défense ». Ainsi, après avoir rabâché pendant des mois que les masques étaient inutiles, le gouvernement les impose maintenant presque partout.

Évidemment, le premier devoir des autorités publiques est de veiller à la santé de la population.

Mais c'est aussi une évidence que ceux qui prennent ces mesures en utilisant les pouvoirs spéciaux que leur donne l'état d'urgence sont les mêmes qui ont menti sur tout, les mêmes qui poursuivent la destruction du système de santé, les fermetures de lits dans les hôpitaux.

Sur cette question comme sur les autres, les décisions de ce gouvernement n'ont rien à voir avec la protection de la santé. Elles ont tout à voir en revanche avec une fuite en avant contre les libertés, contre les droits des travailleurs, tout à voir avec le renforcement, l'aggravation de la répression d'État. À partir de maintenant, sur simple dénonciation, sanctions et fermetures des locaux peuvent être décidées à l'encontre d'organisations politiques ou syndicales. Rien que pour non-port du masque, Castex revendique 700 verbalisations par jour depuis le 17 août ! À Paris, des CRS rentrent en force dans un café et matraquent pour imposer le masque. Dans les Alpes-Maritimes, un salarié d'un supermarché est brutalement interpellé par les gendarmes et menotté parce qu'il portait le masque sous le nez...

Une rentrée placée sous le signe de la volonté de terroriser

Au fil des jours précédant la rentrée scolaire qui concerne des millions de parents, d'élèves, de jeunes et d'enseignants, le gouvernement, relayé par tous les médias, a orchestré, à coups d'annonces chaque jour un peu plus alarmistes, une gigantesque campagne autour du Covid. Une campagne pour tenter d'installer un climat de peur, de terroriser la population et la jeunesse, et tenter de détourner l'attention.

Dans les entreprises, des milliers de milliards sont offerts au capital pour organiser les restructurations de la production, les suppressions d'effectifs, la baisse du coût du travail qu'il

exige. Des centaines de milliers d'emplois sont menacés de destruction : un cataclysme social.

La réforme des retraites et celle de l'assurance-chômage sont différées, mais le « cap » est maintenu.

« Une des vertus de la crise... » (J. Castex)

Ce 26 août, le Premier ministre Castex intervenait à l'université d'été du Medef. Aux chefs d'entreprises, il livre la réalité de la politique gouvernementale :

« Vous le savez, beaucoup de mesures de simplification ont été adoptées pendant la crise sanitaire par ordonnances [remise en cause des congés, des repos et du travail hebdomadaire... ndr]. C'est une des vertus de la crise. Je vous indique aujourd'hui que ces dispositions seront prolongées, amplifiées et si possible, pérennisées (...). Je sais que beaucoup d'entre vous considèrent qu'elle (la situation) peut aussi représenter une opportunité ».

Le Covid sert de prétexte aux pires attaques, et pendant ce temps, du côté des sommets des confédérations syndicales, il faut bien le constater, les réactions sont au mieux timides, quand elles ne sont pas inexistantes.

Une colère énorme...

Mais, en face, une colère énorme est en train de s'accumuler contre ce gouvernement, contre ses mensonges, contre sa politique. C'est ce qu'ont exprimé en juin dernier les manifestations massives des hospitaliers, la mobilisation de dizaines et dizaines de milliers de jeunes contre le racisme, et la violence d'État, et plus récemment, les mobilisations qui ont eu lieu contre les licenciements dans plusieurs groupes de l'industrie.

L'immense majorité n'a rien oublié des mensonges et des décisions criminelles du gouvernement. Tenter d'empêcher que s'exprime cette colère, c'est l'objectif des mesures et des annonces du gouvernement, prétendument au nom de la lutte contre l'épidémie.

Pour le POI, l'état d'urgence permanent, les mesures d'exception, les mesures liberticides, les atteintes à la liberté de manifester, de se réunir doivent être levées.

Le POI et ses militants, engagés notamment dans les comités de résistance et de reconquête aux côtés de militants ouvriers et de travailleurs de toutes tendances, entendent agir pour aider à regrouper, aider à organiser la colère contre ce gouvernement, contre sa politique, pour les balayer, pour « qu'ils dégagent tous » !